

JOURNAL DE LA HAYE.

PREMIER ABONNEMENT.
 La Haye. Provinces.
 Pour un an 26 fl. 30 fl.
 Pour six mois 14 » 16 »
 Pour trois mois 7 » 8 »

PRIX DES ANNONCES.
 Les premières 5 lignes à 1.50 l'imbre
 compris et 10 cts. par ligne en sus.

BUREAU DE LA REDACTION
 à La Haye, Logis de la Cour, n° 17,
 derrière la Princesse, sous le
 BUREAU POUR L'ABONNEMENTS ET LES
 ANNONCES.
 Chez M. Van Weelden, libraire,
 Spui, n° 14 La Haye.
 Les lettres et paquets doivent être
 envoyés à la direction française de poste.

LA HAYE, 29 Juin.

Nouvelles importantes d'Angleterre.

REJET DU BILL DE REPRESSION. — ADOPTION DU BILL DES CÉRÉALES. —
ATTRIBUTION DU CABINET PEEL.

La chambre des communes a voté sur la seconde lecture du bill dit de coercition ou de répression. La seconde lecture a été rejetée par 292 voix contre 218. Majorité contre le projet et contre le cabinet : 73 voix. Aucun des membres du cabinet n'avait jugé à propos de prendre la parole dans cette dernière séance.

Le très honorable baronnet, en quittant le pouvoir, emportera avec lui l'estime et le respect de la grande masse de la nation, à un degré qui n'a jamais été atteint par un précédent.

M. Cobden : des classes ouvrières comme des autres, et aussi des classes électORALES.

Le très honorable baronnet, dit en terminant l'orateur, a montré une bien grande tolérance envers les honorables membres en ne se prévalant pas de la force et en ne les pas provoquant ni met par un appel au pays avant de quitter le pouvoir. S'il ne le fait pas, je crois être l'organe des sentiments de la nation en lui offrant mes sincères remerciements pour la persévérance infatigable, la fermeté inaltérable et la grande habileté avec laquelle il a dirigé pendant six mois, la plus belle réforme qui ait jamais été effectuée par cette chambre.

Ces dernières paroles ont été accueillies par de longs et bruyants applaudissements, témoignage éclatant de la vive sympathie et de l'adhésion formelle qu'elles rencontraient parmi la grande majorité de la chambre.

Après la division, comme c'est l'ordinaire dans les votes importants, de nouvelles acclamations se sont fait entendre. C'étaient les membres du parti protectionniste qui faisaient éclater leur joie de la défaite de Sir Robert Peel, mais les autres fractions, qui formaient la majorité, n'ont pas cru devoir prendre part à cette manifestation, et se sont tenus, dans une attitude calme et digne, on eût dit que lord John Russell et ses amis se réjouissaient de leur triomphe.

Après le conseil de cabinet, qui a eu lieu au Foreign Office, plusieurs des ministres se sont encore réunis chez sir Robert Peel. Le premier ministre n'est pas parti hier pour Osborne-House ; il n'a pas paru non plus à la séance de la chambre des communes. Le 27 au matin il y a eu une nouvelle réunion des principaux membres du cabinet à la résidence de sir Robert Peel. A midi un quart, le très-honorable baronnet est parti par un convoi spécial du chemin de fer du sud ouest pour se rendre à Osborne-House auprès de la reine.

On ne saura rien de positif jusqu'au retour du premier ministre, qui ne reviendra que lundi à Londres.

Les fonds anglais étaient calmes à la bourse de ce jour, mais les prix n'ont rien perdu de leur fermeté : les consolidés ont fait, comme hier, 94 7/8, 95.

Voici, suivant le Standard, comment se seraient répartis les votes sur le bill de coercition : La majorité se composait de 222 whigs, repealers irlandais et radicaux, et de 70 membres pro-

tectionnistes. Dans la minorité, on compte 80 voix de membres ministériels, que le Standard appelle les janissaires de sir Robert Peel, et 139 membres protectionnistes.

La troisième lecture du bill des céréales a eu lieu dans la séance du 25 à la chambre des lords, et le bill a été définitivement adopté sans division ; il a été de même du bill sur le tarif des douanes.

C'est maintenant, dit la Presse, qu'on peut voir combien est profonde la modification qu'on a subie, les deux grands partis qu'on trouvait toujours prêts aux jours de crise, et dont les chefs arrivaient à point nommé avec un programme tout fait et une majorité évidente. Rien de tout cela n'existe plus aujourd'hui. Les séparations violentes et les rapprochements forcés opérés par l'attitude si libérale de sir Robert Peel, ont effacé toutes les démarcations, fondu toutes les nuances, et tout le monde a peine à se reconnaître au milieu de cette confusion qui met en défaut les plus habiles tacticiens de la chambre. Les whigs sont appelés pour la seconde fois depuis six mois à prendre en main la direction des affaires, et aujourd'hui, comme au mois de décembre, ils semblent pris au dépourvu. C'est qu'aujourd'hui, comme au mois de décembre, il est facile de se rendre compte des nombreuses et graves difficultés de la situation, et très malaisé de deviner par quels moyens les whigs pourront les surmonter. Dans l'état où se trouve aujourd'hui la chambre des communes, nul ne peut compter sur une majorité compacte. Lord John Russell ne peut se faire aucune illusion à cet égard. Son existence sera une existence de hasard ; il faudra vivre au jour le jour, vivre d'appoints, rebévoir de toutes mains, ériger en système cette politique de compromis et de bascule qu'on a tant et si durement reprochée à sir Robert Peel. Dans une telle position, lord John Russell aura le double inconvénient de se heurter à chaque pas contre un obstacle, et de trouver rarement l'occasion de la surmonter avec gloire.

C'est, il y a lieu de le supposer, parce qu'il s'est bien rendu compte de cet état de choses et des embarras qu'il léguera aux héritiers si impatient d'ouvrir sa succession, que sir Robert Peel a résisté à toutes les instances et à toutes les considérations, et lesquelles on a cherché à le retenir au pouvoir. Le premier ministre a formellement qu'il a été content de trouver dans le bill de coercition une solution toute naturelle aux difficultés compliquées dont il était entouré. A en croire ce journal, la position de sir Robert Peel n'était plus tenable d'aucune manière. La question des sucres se présentait, et la encore il lui était arrivé, comme pour les céréales, il avait complètement changé d'avis, ses opinions d'aujourd'hui étaient la condamnation formelle, non seulement de ses idées d'il y a un an, mais encore de ses idées d'il y a deux mois. Dans cette question, dit le Times, tout, ad dedans et ad dehors, était contre lui. La distinction entre le travail libre et le travail esclavagiste n'est plus possible. Elle a été faite par le Congrès, fatale aux consommateurs, fatale aux relations commerciales de l'Angleterre, et la chambre, éclairée par l'expérience, n'en veut plus. Sir Robert Peel, sans doute, compte sur les leçons de l'expérience, mais il paraît que tous ses collègues n'ont pas la même docilité ; aussi, quand il a fallu se prononcer, le cabinet s'est-il trouvé divisé. Il est donc évident qu'après la chute de sir Robert Peel, le bill sur les sucres n'avait plus aucune chance d'être adopté par la chambre. Le premier ministre allait donc tomber sur une mesure qu'il a cessé d'approuver, après l'avoir présentée.

On ne saura rien de positif jusqu'au retour du premier ministre, qui ne reviendra que lundi à Londres.

Les fonds anglais étaient calmes à la bourse de ce jour, mais les prix n'ont rien perdu de leur fermeté : les consolidés ont fait, comme hier, 94 7/8, 95.

Voici, suivant le Standard, comment se seraient répartis les votes sur le bill de coercition : La majorité se composait de 222 whigs, repealers irlandais et radicaux, et de 70 membres pro-

tectionnistes. Dans la minorité, on compte 80 voix de membres ministériels, que le Standard appelle les janissaires de sir Robert Peel, et 139 membres protectionnistes.

La troisième lecture du bill des céréales a eu lieu dans la séance du 25 à la chambre des lords, et le bill a été définitivement adopté sans division ; il a été de même du bill sur le tarif des douanes.

C'est maintenant, dit la Presse, qu'on peut voir combien est profonde la modification qu'on a subie, les deux grands partis qu'on trouvait toujours prêts aux jours de crise, et dont les chefs arrivaient à point nommé avec un programme tout fait et une majorité évidente. Rien de tout cela n'existe plus aujourd'hui. Les séparations violentes et les rapprochements forcés opérés par l'attitude si libérale de sir Robert Peel, ont effacé toutes les démarcations, fondu toutes les nuances, et tout le monde a peine à se reconnaître au milieu de cette confusion qui met en défaut les plus habiles tacticiens de la chambre. Les whigs sont appelés pour la seconde fois depuis six mois à prendre en main la direction des affaires, et aujourd'hui, comme au mois de décembre, ils semblent pris au dépourvu. C'est qu'aujourd'hui, comme au mois de décembre, il est facile de se rendre compte des nombreuses et graves difficultés de la situation, et très malaisé de deviner par quels moyens les whigs pourront les surmonter. Dans l'état où se trouve aujourd'hui la chambre des communes, nul ne peut compter sur une majorité compacte. Lord John Russell ne peut se faire aucune illusion à cet égard. Son existence sera une existence de hasard ; il faudra vivre au jour le jour, vivre d'appoints, rebévoir de toutes mains, ériger en système cette politique de compromis et de bascule qu'on a tant et si durement reprochée à sir Robert Peel. Dans une telle position, lord John Russell aura le double inconvénient de se heurter à chaque pas contre un obstacle, et de trouver rarement l'occasion de la surmonter avec gloire.

C'est, il y a lieu de le supposer, parce qu'il s'est bien rendu compte de cet état de choses et des embarras qu'il léguera aux héritiers si impatient d'ouvrir sa succession, que sir Robert Peel a résisté à toutes les instances et à toutes les considérations, et lesquelles on a cherché à le retenir au pouvoir. Le premier ministre a formellement qu'il a été content de trouver dans le bill de coercition une solution toute naturelle aux difficultés compliquées dont il était entouré. A en croire ce journal, la position de sir Robert Peel n'était plus tenable d'aucune manière. La question des sucres se présentait, et la encore il lui était arrivé, comme pour les céréales, il avait complètement changé d'avis, ses opinions d'aujourd'hui étaient la condamnation formelle, non seulement de ses idées d'il y a un an, mais encore de ses idées d'il y a deux mois. Dans cette question, dit le Times, tout, ad dedans et ad dehors, était contre lui. La distinction entre le travail libre et le travail esclavagiste n'est plus possible. Elle a été faite par le Congrès, fatale aux consommateurs, fatale aux relations commerciales de l'Angleterre, et la chambre, éclairée par l'expérience, n'en veut plus. Sir Robert Peel, sans doute, compte sur les leçons de l'expérience, mais il paraît que tous ses collègues n'ont pas la même docilité ; aussi, quand il a fallu se prononcer, le cabinet s'est-il trouvé divisé. Il est donc évident qu'après la chute de sir Robert Peel, le bill sur les sucres n'avait plus aucune chance d'être adopté par la chambre. Le premier ministre allait donc tomber sur une mesure qu'il a cessé d'approuver, après l'avoir présentée.

On ne saura rien de positif jusqu'au retour du premier ministre, qui ne reviendra que lundi à Londres.

Les fonds anglais étaient calmes à la bourse de ce jour, mais les prix n'ont rien perdu de leur fermeté : les consolidés ont fait, comme hier, 94 7/8, 95.

Voici, suivant le Standard, comment se seraient répartis les votes sur le bill de coercition : La majorité se composait de 222 whigs, repealers irlandais et radicaux, et de 70 membres pro-

tectionnistes. Dans la minorité, on compte 80 voix de membres ministériels, que le Standard appelle les janissaires de sir Robert Peel, et 139 membres protectionnistes.

La troisième lecture du bill des céréales a eu lieu dans la séance du 25 à la chambre des lords, et le bill a été définitivement adopté sans division ; il a été de même du bill sur le tarif des douanes.

C'est maintenant, dit la Presse, qu'on peut voir combien est profonde la modification qu'on a subie, les deux grands partis qu'on trouvait toujours prêts aux jours de crise, et dont les chefs arrivaient à point nommé avec un programme tout fait et une majorité évidente. Rien de tout cela n'existe plus aujourd'hui. Les séparations violentes et les rapprochements forcés opérés par l'attitude si libérale de sir Robert Peel, ont effacé toutes les démarcations, fondu toutes les nuances, et tout le monde a peine à se reconnaître au milieu de cette confusion qui met en défaut les plus habiles tacticiens de la chambre. Les whigs sont appelés pour la seconde fois depuis six mois à prendre en main la direction des affaires, et aujourd'hui, comme au mois de décembre, ils semblent pris au dépourvu. C'est qu'aujourd'hui, comme au mois de décembre, il est facile de se rendre compte des nombreuses et graves difficultés de la situation, et très malaisé de deviner par quels moyens les whigs pourront les surmonter. Dans l'état où se trouve aujourd'hui la chambre des communes, nul ne peut compter sur une majorité compacte. Lord John Russell ne peut se faire aucune illusion à cet égard. Son existence sera une existence de hasard ; il faudra vivre au jour le jour, vivre d'appoints, rebévoir de toutes mains, ériger en système cette politique de compromis et de bascule qu'on a tant et si durement reprochée à sir Robert Peel. Dans une telle position, lord John Russell aura le double inconvénient de se heurter à chaque pas contre un obstacle, et de trouver rarement l'occasion de la surmonter avec gloire.

C'est, il y a lieu de le supposer, parce qu'il s'est bien rendu compte de cet état de choses et des embarras qu'il léguera aux héritiers si impatient d'ouvrir sa succession, que sir Robert Peel a résisté à toutes les instances et à toutes les considérations, et lesquelles on a cherché à le retenir au pouvoir. Le premier ministre a formellement qu'il a été content de trouver dans le bill de coercition une solution toute naturelle aux difficultés compliquées dont il était entouré. A en croire ce journal, la position de sir Robert Peel n'était plus tenable d'aucune manière. La question des sucres se présentait, et la encore il lui était arrivé, comme pour les céréales, il avait complètement changé d'avis, ses opinions d'aujourd'hui étaient la condamnation formelle, non seulement de ses idées d'il y a un an, mais encore de ses idées d'il y a deux mois. Dans cette question, dit le Times, tout, ad dedans et ad dehors, était contre lui. La distinction entre le travail libre et le travail esclavagiste n'est plus possible. Elle a été faite par le Congrès, fatale aux consommateurs, fatale aux relations commerciales de l'Angleterre, et la chambre, éclairée par l'expérience, n'en veut plus. Sir Robert Peel, sans doute, compte sur les leçons de l'expérience, mais il paraît que tous ses collègues n'ont pas la même docilité ; aussi, quand il a fallu se prononcer, le cabinet s'est-il trouvé divisé. Il est donc évident qu'après la chute de sir Robert Peel, le bill sur les sucres n'avait plus aucune chance d'être adopté par la chambre. Le premier ministre allait donc tomber sur une mesure qu'il a cessé d'approuver, après l'avoir présentée.

On ne saura rien de positif jusqu'au retour du premier ministre, qui ne reviendra que lundi à Londres.

Les fonds anglais étaient calmes à la bourse de ce jour, mais les prix n'ont rien perdu de leur fermeté : les consolidés ont fait, comme hier, 94 7/8, 95.

Voici, suivant le Standard, comment se seraient répartis les votes sur le bill de coercition : La majorité se composait de 222 whigs, repealers irlandais et radicaux, et de 70 membres pro-

tectionnistes. Dans la minorité, on compte 80 voix de membres ministériels, que le Standard appelle les janissaires de sir Robert Peel, et 139 membres protectionnistes.

La troisième lecture du bill des céréales a eu lieu dans la séance du 25 à la chambre des lords, et le bill a été définitivement adopté sans division ; il a été de même du bill sur le tarif des douanes.

C'est maintenant, dit la Presse, qu'on peut voir combien est profonde la modification qu'on a subie, les deux grands partis qu'on trouvait toujours prêts aux jours de crise, et dont les chefs arrivaient à point nommé avec un programme tout fait et une majorité évidente. Rien de tout cela n'existe plus aujourd'hui. Les séparations violentes et les rapprochements forcés opérés par l'attitude si libérale de sir Robert Peel, ont effacé toutes les démarcations, fondu toutes les nuances, et tout le monde a peine à se reconnaître au milieu de cette confusion qui met en défaut les plus habiles tacticiens de la chambre. Les whigs sont appelés pour la seconde fois depuis six mois à prendre en main la direction des affaires, et aujourd'hui, comme au mois de décembre, ils semblent pris au dépourvu. C'est qu'aujourd'hui, comme au mois de décembre, il est facile de se rendre compte des nombreuses et graves difficultés de la situation, et très malaisé de deviner par quels moyens les whigs pourront les surmonter. Dans l'état où se trouve aujourd'hui la chambre des communes, nul ne peut compter sur une majorité compacte. Lord John Russell ne peut se faire aucune illusion à cet égard. Son existence sera une existence de hasard ; il faudra vivre au jour le jour, vivre d'appoints, rebévoir de toutes mains, ériger en système cette politique de compromis et de bascule qu'on a tant et si durement reprochée à sir Robert Peel. Dans une telle position, lord John Russell aura le double inconvénient de se heurter à chaque pas contre un obstacle, et de trouver rarement l'occasion de la surmonter avec gloire.

C'est, il y a lieu de le supposer, parce qu'il s'est bien rendu compte de cet état de choses et des embarras qu'il léguera aux héritiers si impatient d'ouvrir sa succession, que sir Robert Peel a résisté à toutes les instances et à toutes les considérations, et lesquelles on a cherché à le retenir au pouvoir. Le premier ministre a formellement qu'il a été content de trouver dans le bill de coercition une solution toute naturelle aux difficultés compliquées dont il était entouré. A en croire ce journal, la position de sir Robert Peel n'était plus tenable d'aucune manière. La question des sucres se présentait, et la encore il lui était arrivé, comme pour les céréales, il avait complètement changé d'avis, ses opinions d'aujourd'hui étaient la condamnation formelle, non seulement de ses idées d'il y a un an, mais encore de ses idées d'il y a deux mois. Dans cette question, dit le Times, tout, ad dedans et ad dehors, était contre lui. La distinction entre le travail libre et le travail esclavagiste n'est plus possible. Elle a été faite par le Congrès, fatale aux consommateurs, fatale aux relations commerciales de l'Angleterre, et la chambre, éclairée par l'expérience, n'en veut plus. Sir Robert Peel, sans doute, compte sur les leçons de l'expérience, mais il paraît que tous ses collègues n'ont pas la même docilité ; aussi, quand il a fallu se prononcer, le cabinet s'est-il trouvé divisé. Il est donc évident qu'après la chute de sir Robert Peel, le bill sur les sucres n'avait plus aucune chance d'être adopté par la chambre. Le premier ministre allait donc tomber sur une mesure qu'il a cessé d'approuver, après l'avoir présentée.

On ne saura rien de positif jusqu'au retour du premier ministre, qui ne reviendra que lundi à Londres.

Les fonds anglais étaient calmes à la bourse de ce jour, mais les prix n'ont rien perdu de leur fermeté : les consolidés ont fait, comme hier, 94 7/8, 95.

Voici, suivant le Standard, comment se seraient répartis les votes sur le bill de coercition : La majorité se composait de 222 whigs, repealers irlandais et radicaux, et de 70 membres pro-

FRAGMENT DU JOURNAL DE LA HAYE. 30 JUIN 1846.

LA VIE DE NELSON, D'APRÈS SES DÉPÊCHES ET SA CORRESPONDANCE.

III. 1798 — 1801

Quand il recevait de pareilles dépêches, Nelson courait au palais ; il sollicitait presque à genoux, c'est lui qui le dit — des secours en argent et en provisions. Tantôt on les lui refusait, tantôt on en accordait d'insuffisants, toujours en alléguant l'extrême pauvreté du royaume. L'amiral, saigné comme il était, se laissait prendre à ces mensongères excuses, et n'insistait pas comme il l'aurait dû, pour le retrait temporaire des droits d'exportation qui frappaient les blés napolitains. Le commodore Ball lui donna dans cette occasion une leçon de fermeté qui aurait dû lui ouvrir les yeux. Lorsqu'il fut convaincu qu'on n'obtiendrait rien de Ferdinand IV et de Caroline, il envoya son premier lieutenant saisir, dans le port de Messine, un certain nombre de bâtiments chargés de blé, qu'il acheta, et dit-il, pour le compte du gouvernement. Cette mission s'exécuta au grand bénéfice et à la grande satisfaction des propriétaires de navires. Le cabinet napolitain n'osa pas articuler une seule plainte, pas un seul murmure ; il paya sans mot dire, et vous seulement au futur gouverneur de Malte une somme toute spécialement de crainte et de respect.

Lord Keith avait assigné un rendez-vous à Nelson ; celui-ci, au lieu d'obéir, envoya une fois encore combien il faisait peu de cas des supérieurs qui lui étaient donnés, et dont se moquaient à l'envi, seigneur de lui plaire, les dangereux courtisans qui l'entouraient. Il se rendit à Malte, sachant bien qu'il s'exposait à être cassé, mais désireux avant tout d'y surprendre les débris de la flotte qu'il avait jadis écrasée dans le golfe d'Aboukir.

Le Guillaume Tell était à l'ancre sous les canons du fort La Valette ; le Général devait faire partie d'un convoi que les assiégés attendaient de Toulon, et que commandait le contre-amiral Perré. Ce convoi, duquel dépendait le sort de Malte, retardé par les vents d'est, qui, depuis trois mois, soufflaient avec une constance inaccoutumée, fut dispersé presque en vue de l'île ; après un combat où Perré perdit la vie, le Général tomba entre les mains de l'ennemi. Désormais il devenait essentiel de faire

connaître au gouvernement français que la place était à bout de ressources, Villeneuve et Vaubois décidèrent que le Guillaume Tell, commandé par le contre-amiral Decrès, partirait de nuit pour Toulon. Malgré le secret qu'on essaya de garder, et le mystère avec lequel furent conduits les travaux qui s'exécutaient autour du vaisseau, pour le déblayer et le réarmer, les insurgés furent avertis qu'il appareillerait au premier jour. Aussitôt l'escadre de blocus, composée de trois vaisseaux, deux frégates, une corvette et deux bricks, vint, à l'exception de deux ou trois bâtiments légers qui restèrent sous voiles, prendre mouillage et se former en ligne de bataille, depuis le cap Saint-Georges jusqu'à l'entrée du port, de manière à disputer le passage au Guillaume Tell.

Nonobstant ces menaçantes dispositions, le contre-amiral Decrès, capotant passer à l'est de l'ennemi sans le rencontrer, mit à la voile le 29 mars, à dix heures du soir, après le coucher de la lune, par un vent favorable du sud. Mais ni l'obscurité de la nuit, ni le silence qu'il faisait observer à son bord, ne purent le soustraire à la vigilance des postes avancées de la Marsa et du Coradin. Aussitôt les batteries des assiégeants firent feu de toutes parts jusqu'à sa sortie du port, et l'escadre anglaise se mit immédiatement à sa poursuite.

On était à La Valette dans la plus grande anxiété, lorsqu'au point du jour on aperçut plus à l'horizon qu'un vaisseau, une frégate, une corvette et un brick, qui restaient de l'escadre de blocus. Ainsi, le Guillaume Tell était chassé par deux vaisseaux, une frégate et un brick. Parviendrait-il à leur échapper ? On l'espérait ; mais, trois jours après, un parlementaire vint annoncer qu'il avait été pris sur le cap Passaro, après un combat dans lequel il avait eu deux cents hommes tués ou blessés, et perdu successivement tous ses mâts (1).

C'en était donc fait de cette grande flotte française qui avait transporté Bonaparte en Egypte ; il n'en restait plus que deux frégates, demeurées, elles aussi, dans le port de La Valette ; c'étaient la Diane et la Justice, qui, plus tard, lorsque Vaubois et Villeneuve ne purent plus continuer leur héroïque résistance, reçurent ordre de s'échapper comme elles le pourraient. Elles parvinrent à sortir du port sans attirer l'attention des batteries ennemies ; mais, signalées par une chaloupe canonnière napolitaine, elles furent bientôt poursuivies par tous les bâtiments de la croisière, et le lendemain on vit la Diane passant devant le port, sous l'escorte d'un navire anglais. La Justice seule toucha les côtes de France.

Les lettres trouvées à bord du Guillaume Tell prouvaient que les Français ne garderaient plus longtemps l'île de Malte. Troubridge et son état-

major pensèrent que Nelson tiendrait à honneur de venir assaillir la capitale. Ils lui écrivirent à cet effet, mais l'amiral était en ce moment au plus fort d'un accès de dépit contre le gouvernement anglais, qui, se faisant en fin de voir méconnaître ses ordres, venait d'adopter, au point de vue mesure essentielle aux intérêts du pays, le Foreign Office destinait sir William Hamilton, qui avait cessé de le représenter, à représenter en Sicile Nelson, épousant chaudement la querelle de ses amis, et paraissant leur rancunes, saisit la première occasion de déseoir encore une fois à lord Keith, de mal prendre les réponses qui lui furent adressées et de réclamer, sous prétexte de santé, le droit de rayonner de son commandement ne lui convenant pas, dans un moment où il faisait entendre les plaintes les plus amères, d'attacher le moindre intérêt à ce qu'il se passât devant Malte ; aussi repoussa-t-il avec une sorte de dédain l'offre de ses compatriotes d'armes. Au surplus, Malte ne se rendit que le 4 septembre 1800, et ce fut au mois de juin précédent que Nelson quitta Naples avec sir William et lady Hamilton.

La reine Caroline, qui se rendait à Vienne, voyagea de compagnie avec eux. Pendant qu'ils étaient à Livourne, le bruit se répandit que les Français allaient attaquer la ville, et le peuple, soulevé par cette fausse nouvelle, vint demander à Nelson de le conduire à l'ennemi. Du reste, partant qu'il passa sur le territoire allemand, il fut l'objet d'un respect et d'une curiosité que chacun lui manifestait avec empressement. Le prince Esterházy lui donna un dîner magnifique où les rôles d'échansons étaient remplis par deux grenadiers dont le moindre avait plus de six pieds. A Magdabourg, le maître de l'hôtel où il descendit, spéculant sur l'empressement de la foule, vendit, fort cher le droit de monter par une échelle jusqu'aux fenêtres de sa salle, à manger où d'habit l'amiral. Un vieux négociant de Hambourg, le frère d'un autre de ces bouteilles de vin du Rhin, datant de 1625, et lui fit promettre d'en avoir une après chaque grande bataille d'où il sortirait victorieux. Un jeune homme allemand, vieillard épousé par l'âge, fit vingt lettres à madame pour prier Nelson d'écrire son nom sur la première page de la Bible de sa maison. Il voyait en lui le sauveur du monde chrétien. Bref, Nelson fut partout accueilli avec cette popularité qui lui était si précieuse, et qui, dans ces circonstances, devait le remplacer pour lui le bonheur domestique et la tranquillité de sa vie.

En Angleterre il reçut l'accueil le plus enthousiaste. Lorsqu'il arriva dans le port de Yarmouth, tous les vaisseaux de commerce, pontonniers, le maire et la corporation municipale se rendirent sur le rivage lui offrir, les drapeaux de cité, puis ils l'accompagnèrent en procession jusqu'à l'église, suris de nombreux tables et de tous les officiers de marine qui se trouvaient à terre. Les fans d'artillerie, les illuminations terminèrent la journée. Le lendemain, les voitures à cheval s'assemblèrent pour escorter jusqu'aux limites du comté la

Voir le Journal de La Haye, n° d'hier.

(1) Moniteur du 26 brumaire an IX (17 novembre 1800).

Pour éviter ce qu'une pareille position aurait eu nécessairement de fâcheux, il aurait fallu que sir Robert Peel refit pour le sucre ce qu'il a fait pour le blé, et on comprend que la chose n'aurait pas été facile. En changeant à propos d'opinion, et en justifiant ce changement par les plus hautes raisons que puisse donner un grand ministre, sir Robert Peel a conquis, dans son pays, une grande popularité, et en France une immense réputation. Un homme d'Etat ne tente pas deux fois sa vie, encore moins est-il mort, une pareille expérience.

Il n'y avait, par conséquent, qu'un seul moyen d'être embarrassé, c'était de donner sa démission; et nous comprenons parfaitement que sir Robert Peel soit resté sourd à tout ce qu'on a pu lui dire pour le détourner de ce parti extrême, mais naturel et inévitable.

D'un autre côté il est certain, dit le Times, que lord John Russell, si c'est à lui, et non au marquis de Lansdowne qu'échoit le soin de former la nouvelle administration, n'hésitera pas à tenter les hasards de la lutte. Il aura six mois pour préparer son plan de campagne, mais le choix si important de ses collègues ne saurait être différé. Aucun cabinet provisoire ne peut échapper à la fatale nécessité de se constituer définitivement. C'est l'écueil contre lequel s'est déjà brisé lord John Russell; peut-être s'y brisera-t-il encore. Il se met en marche avec le désavantage d'une minorité décidée au dedans et au dehors du parlement. Comment grossir l'armée sans appeler de nouveaux chefs? L'ancien état-major ne peut mettre en mouvement que ses anciens soldats. Le cabinet de 1841 ne peut que reproduire la cause de 1841. Un ministère purement whig sera une jointe aussi isolée et aussi dépourvue d'appui qu'un cabinet purement conservateur, si l'on pouvait réunir ou même imaginer ce dernier. Lord John Russell a un cabinet à faire, parce qu'il a à faire un parti.

Le Prince Henri des Pays-Bas est parti avant-hier au soir pour Flessingue, où S. A. R. va prendre le commandement de l'escadre destinée pour la Méditerranée. Cette escadre se compose de la frégate royale, le Prince d'Orange, de la frégate Sambre et de la corvette Juno.

La frégate royale le Japon, sous les ordres du capitaine de marine Wilink, le brick l'Echo, capitaine-lieutenant Freudenberg, et le schooner Adder, lieutenant de marine de 1^{re} classe Knipfart, se rendront à New-York et de là au Mexique. Le Roi part aujourd'hui pour inspecter l'escadre qui mettra sous voile le 1^{er} juillet prochain.

Le duc de Nassau est arrivé hier au soir en cette résidence, par le dernier convoi du chemin de fer. S. A. R. est descendue au palais de Nordwinde.

Le Journal officiel, n° 43, contient un arrêté royal du 13 de ce mois, portant que les certificats de vie, à présenter pour le paiement des pensions, etc., doivent être délivrés gratis par les autorités communales. Quant aux formulaires imprimés nécessaires à cette fin, les gouverneurs des provinces auront soin d'en mettre à la disposition des autorités communales, et de faire en sorte que les frais n'en dépassent pas 3 cents par copie.

On écrit d'Amsterdam, le 25 de ce mois: Hier matin à 10 heures, le Roi, accompagné de S. A. R. le Prince Henri, est arrivé au Louv, et quelques instants après, S. M. s'est rendue avec les Princes sur le terrain de la course aux chevaux qui devait commencer à midi. S. A. R. Mme la Princesse d'Orange s'y était aussi rendue avec le jeune Prince héritier, ainsi qu'un nombre considérable de personnes de rang et de distinction. L'affluence des étrangers venus des villes environnantes pour assister à ces courses était considérable. La vaste enceinte de l'hippodrome présentait le tableau le plus varié, par l'aspect de la loge royale, de ces amphithéâtres garnis d'une foule immense, de ces tentes et de ces cafés improvisés. Les courses, encore plus brillantes que les précédentes, ont été suivies avec un vif intérêt par les spectateurs. Elles ont été terminées par une course exécutée par des officiers du 3^{me} régiment de dragons en garnison à Deventer; le lieutenant

de police de la ville, de Ludgate-Hill à Guild-Hall, et le Common Council une épée à poignée d'or incrustée de diamants. Le lendemain, trois mois ne s'étaient pas écoulés depuis son retour, lorsqu'il fut entraîné par sa folle passion, il fut résolu de briser tous les liens qui le liaient à une femme dont le mérite éminent lui était plus cher que tout autre. Les dernières paroles qu'il lui adressa furent un asserment de son propre avènement: « Je prends Dieu à témoin, lui dit-il, que si tu n'es pas avec moi, et rien dans votre conduite, que je puisse vouloir changer... »

Cette résolution avait été précédée de misérables débats entre Nelson et son beau-père, entre lequel, depuis que ce jeune homme avait été le témoin de ses folles passions, une sorte d'animosité bizarre. Plusieurs de ses amis se mêlèrent à ces querelles intérieures, mais leurs remontrances n'eurent d'autre effet que de le pousser avec lui, et de le mettre plus mal à l'aise avec les siens. Il se sentait bien qu'il n'était pas quitté envers sa femme, même en se séparant, comme il le fit, la moitié de tous ses revenus.

Le ministre Addington venait de se former. Le comte Saint-Vincent s'exprime comme premier lord de l'Amirauté. Soit qu'il eût gardé rancune à Nelson, pour quelques déboires qu'il eût eus, relativement aux parts de prise, depuis que le comte avait quitté la Méditerranée, soit que les procédés indépendants de Nelson, sa volonté hautement exprimée d'agir partout et toujours selon l'inspiration de son génie, parussent dangereux à son collègue, quand il fut question de lancer une flotte dans les mers du Nord pour y écraser les vaisseaux des quatre puissances coalisées, Nelson fut nommé commandant en chef de la flotte britannique, et Nelson fut placé sous le commandement de l'administration peut désigner un amiral, il ne dépend pas de lui, et, partout où ils sont, les héros seuls commandent. Nelson, qui était habituellement calme et froid, contrastait avec la fureur de Nelson, qui fut bientôt réduit, nonobstant sa supériorité, à une position défensive. Dès le début,

Erins, qui avait remporté le prix, a été complimé à cette occasion par S. M. et par S. A. R. la Princesse d'Orange. A trois heures, le Roi et la Famille royale ont pris part à un dîner de 60 convives dressés sous une grande tente, et auquel divers étrangers de distinction avaient été invités, au nom de S. A. R. le Prince d'Orange.

Le 2^e de ce mois a eu lieu à Copenhague la 73^e assemblée annuelle de la société des arts et des sciences de cette ville. M. le baron de Goltzheim, membre des Etats Généraux, président de la dite société, a ouvert la séance. Parmi les nombreux savants qui assistaient à cette assemblée on a remarqué le célèbre professeur de chimie Retzius de Copenhague.

On nous écrit de Paris: L'opéra que M. Vogel a reçu l'autorisation de S. M. le Roi des Pays-Bas, de composer pour le Théâtre-Royal-Français de La Haye, est presque achevé. J'ai entendu les principaux morceaux des trois premiers actes, qui sont entièrement terminés. Je suis intimement convaincu que cette œuvre, dont les paroles sur un sujet national, sont de M. Hippolyte Lucas, obtiendra un immense succès non seulement en Hollande, mais partout où elle sera entendue. La musique de M. Vogel a le grand mérite d'unir à la science, sans laquelle il n'y a pas de compositeur éminent, le charme de la mélodie, le goût exquis et l'expression dramatique, sans lesquels il est impossible d'obtenir les suffrages du public, à qui il faut bien, en définitive, savoir plaire lorsqu'on écrit une partition destinée à être exécutée devant un nombreux auditoire. Je puis ajouter à ce qui précède, que des juges des plus compétents de Paris, qui ont été appelés à émettre leur opinion sur la musique de M. Vogel, partagent entièrement mon avis à ce sujet.

Nous avons eu l'occasion d'admirer ces jours-ci un tableau dont le Roi vient de faire l'acquisition pour sa belle galerie. Cette superbe toile, qui, ainsi que le Dominaquin acheté il y a peu de mois par S. M., appartient à M. H. Farrer de Londres, est un des meilleurs Ribeira que l'on connaisse, et elle a fait l'admiration de tous les connaisseurs qui ont été à même de la voir. Aussi apprenons-nous que S. M., appréciant tout le prix de cette acquisition, a daigné à plus d'une reprise, témoigner personnellement à M. Farrer sa haute satisfaction à ce sujet, en lui donnant en même temps l'assurance du plus bienveillant accueil, chaque fois que par son infatigable activité M. Farrer trouverait moyen d'enrichir de pareils chefs-d'œuvre le musée de S. M.

On mande de Vienne que le 17 de ce mois est arrivé à Schweinfurt, venant de Rotterdam, un bâtiment chargé de 1700 quintaux de sucre. Cette cargaison, destinée pour Pesth, est la première qui arrive par cette voie dans l'intérieur de l'empire. On sait que c'est Trieste qui jusqu'à présent avait pourvu cette contrée.

On a reçu à Londres des nouvelles de Lisbonne jusqu'au 20 juin. Les diverses correspondances des journaux anglais font grand bruit de nouvelles complications dans les affaires de ce pays. Les troupes ont eu lieu sur plusieurs points et notamment à Oporto, à Bragança et dans les Algarves. Les troupes ont voulu déclarer la reine en état de contrainte. Jusqu'à présent ces tentatives n'ont pas réussi, mais elles pourraient, en prenant un caractère général, amener à une véritable guerre civile.

Le vaisseau l'Albion de 90 et un steamer de guerre anglais sont arrivés dans le Tage.

La situation financière du pays est toujours entourée d'embarras. Le duc de Palmella travaille activement à rétablir l'ordre dans les finances.

Le ministre plénipotentiaire des Etats-Unis à Londres attendait avec la plus vive impatience le résultat du vote de la chambre des communes sur le bill d'Irlande, et il avait disposé d'avance des dépêches qu'il a sans doute expédiées, le 27, pour son gouvernement, aussitôt qu'il aura appris l'échec de sir Robert Peel. Le ministère américain regarde sir R. Peel comme

Nelson fit prévoir son opinion relativement au plan de campagne. « Plus je réfléchis, écrivait-il, plus je suis convaincu que nous n'avons pas un moment à perdre pour attaquer l'ennemi. Chaque jour, chaque heure de retard ajoutent à ses forces; jamais nous n'en aurons meilleur marché que dans ce moment-ci; aussi n'ai-je qu'une pensée en tête, et c'est de savoir comment on peut l'atteindre avec le moins de risques pour nos vaisseaux. Les mesures les plus hardies sont aussi les plus sûres. » Sir Hyde Parker, compulsant les rapports des pilotes relatifs à l'état des batteries d'Elseueur et aux fortifications de Copenhague, ne savait décider si on traverserait le Sund, ou si l'on prendrait par le détroit du Belt. Tout ce que Nelson demandait, c'était d'arriver à Copenhague; que lui importait la route, pourvu qu'on ne perdît pas une heure! Il voulait, dit un historien, que, sans attendre la seconde partie de la flotte anglaise, on franchît le Sund pour se porter de suite à Copenhague; que par un acte de vigueur on détachât le Danemarck de la coalition, et qu'on vint ensuite se placer dans la Baltique au milieu de toutes les flottes coalisées, empêchant leur jonction, et leur faisant la loi à toutes. Cette combinaison était juste, mais on était en mars; les glaces couvraient encore les mers du Nord, et suffisaient à elles seules pour empêcher une jonction, que du reste Nelson avait raison de craindre, car elle mit fort en danger l'escadre britannique (1).

Un ouragan, le 15 mars, dispersa la flotte; elle était à peine réunie, le 19, et l'on vit qu'on avait perdu l'occasion de traverser le Cattégat. Le Cattégat est le premier golfe que forme le Danemarck en se rapprochant de la Suède. On n'atteignit la pointe d'Elseueur que le 24; le 25, le vent se trouvait favorable pour traverser le Sund; le 26, néanmoins, la flotte prit la route du grand Belt, mais, après avoir longé pendant quelques lieues les côtes de Zelande, sir Hyde Parker, changea tout à coup d'avis, et les vaisseaux anglais retournèrent à leur premier ancrage: « Alors, dit, le colonel Stewart, — qui avait le commandement des troupes embarquées pour l'expédition, — comme si les Danois n'avaient pas déjà eu tout le temps de préparer leur défense, on envoya un message au gouverneur d'Elseueur, pour savoir de lui quels étaient ses ordres dans le cas où la flotte tenterait le passage du Sund. Sa réponse fut de nature à ne permettre aucune négociation ultérieure. Le 28 et le 29, un calme désespérant nous empêcha d'avancer; mais, le 30, il s'éleva une brise du N.-O., et la flotte s'élança pour franchir le Sund. »

Elle devait passer entre deux rivières qu'on supposait chargées de batteries; l'un appartenait au Danemarck, l'autre à la Suède, et les deux amiraux, loin de s'attendre à ce qui devait arriver, avaient résolu de se tenir à grande distance de ces deux crises; mais, sur la côte suédoise, on ne vit que

la représentation du parti de la paix en Angleterre, et il redoutait une rupture définitive comme premier résultat de l'arrivée de lord J. Russel et de lord Palmerston au pouvoir.

Si nous en croyons le Times, l'aplanissement de la question de l'Oregon serait un fait accompli. Voici en quels termes la presse anglaise annonce cette nouvelle:

« La nature des communications qui nous sont venues des Etats-Unis nous donne tout lieu de croire que la marche des négociations relatives à la question de l'Oregon est tout satisfaisante. M. Pakenham avait sur-le-champ communiqué au gouvernement américain la proposition que le gouvernement anglais lui avait envoyée par le paquebot du 18 mai. L'accueil fait par M. Buchanan et par le président lui-même à cette ouverture, a été de nature à donner l'espérance d'une prompte conclusion. M. Polk soumettra probablement les termes de la transaction au sénat des Etats-Unis avant de rédiger la convention pour la signature. La violence des débats qui ont eu lieu cet hiver paraît avoir épuisé l'acrimonie des partis, et la guerre avec le Mexique a détourné l'attention publique, en même temps qu'elle fait comprendre aux Américains la nécessité d'en finir au plus vite avec nous, de peur d'avoir la guerre des deux côtés à la fois. Ces considérations d'un côté et de l'autre, la modération, ainsi que la fermeté du gouvernement anglais, ont produit un excellent effet à Washington. Nous sommes presque assurés que le prochain arrivage des Etats-Unis nous apportera la nouvelle de la solution définitive de la question de l'Oregon. »

D'un autre côté, le New-York Herald du 3, après avoir démontré, au moyen des dates, qu'il était possible que, dans l'espace de quarante-huit heures, les négociations aient fait leur immense pas que leur prête le Times, ajoutait ce qui suit:

« On a même semé dans les rues les prétendus détails de cet ultimatum; mais ils diffèrent tellement de ceux que l'on doit attendre, qu'il suffirait de de leur absurdité pour faire justice de cette mensongère rumeur. Ceux qui l'ont imaginée, sont allés trop loin et ont par conséquent manqué leur but. La notice, il est vrai, a été favorablement accueillie en Angleterre; mais rien n'a transpiré qui puisse nous donner la moindre espérance que la Grande-Bretagne abandonne ses prétentions relativement à la navigation du Columbia; et nous craignons que lorsque son ultimatum sera officiellement connu, on ne le trouve tellement opposé au nôtre, que tout espoir d'un arrangement amiable et immédiat sera perdu, à moins de concessions auxquelles ne peuvent se soumettre ni l'un ni l'autre gouvernement. »

On dit que le gouvernement des Etats-Unis a offert sa médiation entre Buenos-Ayres et le Paraguay, et que les deux parties sont décidées à accepter cette offre. Un changement de ministère a eu lieu à Rio-Janeiro. Le Standard annonce, mais sans garantir l'exactitude de la nouvelle, qu'il est arrivé des nouvelles très-importantes du Canada au sujet des résolutions qui ont été adoptées la chambre d'assemblée.

Le Journal des Débats prend parti pour le Mexique dans la querelle de ce pays avec les Etats-Unis. C'est le gouvernement américain, selon lui, qui a été l'agresseur, et la politique de l'Union tend à s'emparer de la Californie.

« On sait, dit la feuille parisienne, que l'incorporation des Californes est devenue l'idée fixe du parti belliqueux de l'Union. Ce serait, en effet, un butin digne d'envie, et le nom de Polk aurait alors quelque chance d'aller à la postérité. Il y a cependant parmi les nations maritimes, quelque terre d'espérance à qui cette humeur insatiable qui pousse le cabinet de Washington en 1845 vers le Texas, et en 1846 vers la Californie, et par conséquent vers la domination de la mer du Sud, pourrait porter ombrage. »

Le 11 juin, les membres du synode furent reçus par le roi de Prusse. Dans la première séance, le synode général avait déjà pris la résolution d'exprimer par un document spécial qu'il remerciait le roi, et lui témoignait sa profonde reconnaissance pour ses soins paternels en faveur du développement de l'église évangélique. Le roi s'est déclaré prêt à recevoir en personne cette adresse de remerciement par toute l'assemblée. La remise de l'adresse a eu lieu au château royal. Le ministre Eichhorn a présenté l'assemblée au roi. Le vice-président, l'évêque Neander, a remis l'adresse dont voici le texte:

« Sire, Votre Majesté a bien voulu convoquer un synode général évangélique,

quelques misérables canons fort dérangés, et en conséquence, les vaisseaux anglais se rejetèrent de ce côté, brayant dès lors le feu des batteries danoises, dont pas un boulet n'arrivait jusqu'à eux; ce fut pour les équipages un sujet de risées et de plaisanteries (1).

Bref, à midi, sans autres pertes que celle de deux ou trois matelots occupés à manœuvrer un canon qui éclata, toute la flotte avait jeté l'ancre entre l'île de Hucen — charmant domaine donné par Frédéric II à l'astronome Tycho Brahe, — et la ville de Copenhague, dont les clochers élevés s'aperçoivent de plusieurs lieues. Sir Hyde Parker, Nelson, l'amiral Graves et plusieurs autres officiers partirent aussitôt sur un lougre pour aller reconnaître les moyens de défense préparés par l'ennemi. C'était une formidable ligne de vaisseaux, de radeaux, de pontons, de brûlots et de chaloupes canonnières, amarrés dans le milieu de la Passe-Royale et tout le long de Copenhague (2). L'entrée du port était défendue par un ouvrage dit des Trois-Couronnes (Tre-Mønstre), armé de soixante-cinq canons de gros calibre, et qui liait ses feux avec ceux de la batterie de batteries en terre, placées sur l'île d'Amack à l'autre extrémité de la ligne de défense, la principale entrée sur sa droite.

Dans l'après-midi, on tint un conseil de guerre où la prudence ne manqua pas de faire entendre sa voix; le nombre des vaisseaux suédois et russes qu'on devait avoir à combattre ultérieurement fut pris en sérieuse considération par certains membres du conseil, qui regardaient l'attaque de Copenhague comme une entreprise difficile et risquée. Mais Nelson, que ces irrésolutions désespéraient, répétait sans cesse, arpentant la cabine à grands pas: « Plus ils seront nombreux, mieux cela vaudra; je leur voudrais deux fois plus de vaisseaux qu'ils n'en ont; la victoire, comptez-la dessus, n'en serait que plus facile. » Et il offrit de forcer la ligne danoise si on lui donnait seulement dix vaisseaux. Sir Hyde Parker lui en donna deux de plus qu'il demandait, et rentra contre ses vœux la direction de l'attaque.

(1) M. Thiers a expliqué avec sa lucidité ordinaire par quel enchaînement de circonstances la côte suédoise se trouva désarmée.

(2) Le golfe devant Copenhague est divisé, par l'île basse de Santholm, en deux canaux navigables, la passe de Santholm qui longe la côte de Suède et la passe de Drogden qui longe celle de Danemarck; cette dernière, soulevée par un banc de sable, nommé Middel-Grund, se subdivise en deux voies navigables: l'une, la Passe-Royale, côtoie Copenhague; l'autre, la Passe des Hollandais, est située de l'autre côté du Middel-Grund. Les Anglais auraient pu entrer dans la Baltique par la Passe des Hollandais, si celle de Middel-Grund n'avait pu leur convenir de laisser derrière eux les vaisseaux de Copenhague.

pour délibérer, sous la présidence du ministre des cultes, sur les besoins de l'église évangélique, et sur les moyens les plus propres à les satisfaire; le synode ayant invoqué l'assistance de Dieu pour cet objet important, et les séances ayant commencé aujourd'hui, il est pénétré du désir d'exprimer à Votre Majesté son humble reconnaissance pour la sollicitude paternelle que Votre Majesté a témoignée à l'égard de l'église évangélique. Votre Majesté la mettant en état de se développer par ses propres forces et par sa propre impulsion, puisse le synode général répondre à la confiance de Votre Majesté, et contribuer, par le résultat de ses délibérations, à la réalisation des vœux honorables de Votre Majesté pour le salut de l'église.

Le roi a répondu: « Mon cœur vous accueille avec une bienveillance sans bornes. Je viens au-devant de vous avec une confiance pleine et entière. L'acte de votre convocation en est une preuve suffisante. Mais vous aussi, Messieurs, vous êtes venus, je l'espère, avec confiance, et les jours de votre présence auront déjà justifié que, de mon côté et du côté de mon gouvernement, il ne s'agit nullement d'influencer vos délibérations. La liberté la plus entière des délibérations et de la conviction peut seule produire des résultats prospères; mais moi aussi, j'examinerai dans la pléiade libérée de la conviction qui repose sur des bases inébranlables le résultat de vos travaux; je m'y joindrai ou je le combattrai. »

« Un mot que je désire vous adresser et recommander à votre sollicitude, esclame, je l'espère, toute pensée d'une influence qu'il s'agit d'exercer sur votre conviction. Malheureusement, je n'ai pas eu le temps de me préparer et de m'exprimer aussi clairement que je l'aurais désiré. Ne restez pas dans les limites étroites de notre pays ni même de notre croyance et levez vos regards au-dessus de ces limites étroites vers l'église chrétienne de toute la terre, son origine, son histoire, l'avenir, les contemporains, et examinez le temps présent de l'église. Comprenez bien la mission que le maître de notre église évangélique a donnée. La préparation nécessaire, l'éloquence et la profondeur me manquent pour exprimer dignement cette mission de l'église évangélique à l'égard de l'humanité. Je crains de m'exposer, de manquer l'expression vraie et de n'être pas compris; seulement, Messieurs, faites attention à ce point: notre église a sa mission déterminée et sa vocation dans le sens de l'église générale de Jésus-Christ; et cette vocation n'est autre que celle qui a été adressée à toute l'église de tous les temps et qui a été réalisée dans la force vitale au temps des apôtres. L'histoire nous apprend que l'exercice de cette mission divine est restée pendant des siècles suspendue d'une manière fâcheuse. Apprenez donc qu'il vous est ordonné de vous élever par la force apostolique, afin de remplir dignement votre mission. Ce n'est pas une phrase vaine, c'est un mot tiré de la connaissance vivante et moi de l'histoire de l'église chrétienne générale. C'est le seul critérium qui me servira à apprécier vos travaux. Ce sera un grand bonheur pour moi de pouvoir le faire. J'ai vivement désiré le moment actuel pour vous voir ainsi réunis, et encore une fois, je vous dis de cœur que vous êtes les bienvenus. »

Les dernières nouvelles d'Afrique vont jusqu'à la date du 20 juin. Elles confirment malheureusement la nouvelle du massacre des prisonniers malades appartenant à la colonne du général Randon, en expédition à Tebessa, sur la frontière de Tunis.

L'Impérial du 18 mai a été apprécié avec beaucoup de sens la loyauté et la rectitude des jugements de l'opposition indépendante et vertueuse en France. L'opposition, dit cette feuille, est vraiment étrange dans ses appréciations et ses jugements. Arrive-t-il qu'un homme de sens et de raison, convaincu par une longue expérience de l'inanité et de l'incohérence des vues de l'opposition, revienne à des sentiments plus modérés et consente à payer au gouvernement le tribut de ses lumières, c'est un apostat, une âme vénale qui a trahi en faveur d'une place sa conscience et son mandat. Au contraire, un député conservateur, frustré dans ses espérances et déçu dans son ambition, passe-t-il dans le camp de la gauche pour exhaler plus librement son courroux, ou se dévoue-t-il à la cause de la République, c'est un grand citoyen, c'est un patriote; on l'élève jusqu'aux nues, on brûle à pleines mains l'encens sur ses pas, on applaudit d'avance à toutes ses paroles, au risque de rougir quelquefois des applaudissements qu'on a prodigués.

Avis aux navigateurs.

Établissement d'un feu flottant à l'embouchure de l'Orénoque. Les navigateurs sont prévenus qu'en vertu d'un avis émané du gouvernement de la république de Venezuela, à partir du 20 janvier 1846, un phare flottant, mouillé par 18 pieds d'eau (5^m 09), à marée basse, a été établi à l'entrée de l'embouchure principale de l'Orénoque, dans la direction N. et S. de la pointe de Barima, et qu'à bord de ce phare flottant il y a des pilotes pour guider les navires à leur entrée dans le fleuve, ou à leur sortie.

Le feu qui est allumé pendant toute la nuit sur ce phare est très-clair, et est visible à 9 ou 10 milles sur le fleuve, et à une plus grande distance en mer.

Nouvelles du Brésil.

Nous avons des nouvelles du Brésil du 3 mai. Elles annoncent le renversement du ministère et sa recomposition comme suit: Finances et marine, M. Hollandia Cavalcanti; affaires étrangères, Baron de Cayra, qui s'appelait autrefois M. Bento da Silva Lisboa; intérieur, M. Joaquim Marcelino de Brito; justice, M. F. T. de Moura Magalhães; guerre, M. J.-P. de Santos Barreto. La session législative a été ouverte le même jour par l'empereur en personne. Dans son discours, après avoir annoncé que la paix règne sur tous les points de l'empire, et déploré les ravages que la sécheresse a occasionnés dans les provinces du Nord, surtout au Para, calamité à laquelle le gouvernement s'est ému de porter remède autant qu'il était en son pouvoir, S. M. ajoute: « L'expiration de la convention existante entre le Brésil et la Grande-Bretagne en vue de la suppression de la traite, a été dûment notifiée par mon gouvernement à celui de S. M. britannique. Après cette notification, le gouvernement anglais a adopté un acte tendant à soumettre aux tribunaux anglais les navires brésiliens suspects de se livrer à la traite. Mon gouvernement a protesté contre cet acte et a informé toutes les puissances étrangères de cette protestation. Fidèle aux engagements conclus pour mettre un terme au trafic des nègres, mon gouvernement ne cessera pas néanmoins de défendre les prérogatives de ma couronne et nos intérêts nationaux. Pour atteindre ce but je compte sur votre loyauté et patriotique coopération. »

« La lutte continue malheureusement au sein de la république; sur les rives de la Plata, je désire ardemment que la paix soit rétablie dans les états de nos voisins, et que ces dissensions interminables et cette longue guerre arrivent à leur terme. D'accord avec les intérêts de notre pays et les principes de neutralité que mon gouvernement a adoptés, j'attends la fin d'un état de choses qui afflige l'humanité. » Les budgets des recettes et des dépenses pour la prochaine année financière vous seront soumis; vous serez par eux l'augmentation qu'on subit les premiers et les efforts que fait mon gouvernement afin d'arriver, par des réductions judicieuses dans ses dépenses, à établir l'indispensable équilibre entre les recettes et les dépenses de l'état, sans être obligé de recourir à de nouvelles charges. »

M. Desmazières a fait le rapport au nom de la section centrale sur la convention conclue entre la Belgique et la France le 13 décembre 1845.

Le rapporteur, pressé par la fin prochaine de la session, a dû être bref. Après avoir fait succinctement l'historique des traités commerciaux entre la France et la Belgique depuis 1838 et résumé les observations des sections de la chambre, il rend compte de l'examen du projet de loi dans la section centrale.

Un des points essentiels de la négociation a été la classification des toiles belges, importées en France, en toiles brunes qui ne paient, d'après le tarif de la convention, que le simple droit, et en toiles blanches, qui sont astreintes au paiement d'un droit double.

Sur ce point, il résulte, dit le rapporteur, de notes et de déclarations qui doivent être considérées comme faisant partie de la convention, que les types n'ont été arrêtés que dans l'intérêt des importations en France des toiles belges, attendu que toutes les fois que nos négociants se croient lésés par la décision des douaniers français, ils pourront réclamer une expertise.

Dans la section centrale, il s'est trouvé un membre qui a proposé de repousser le traité et d'y substituer la création d'un système de primes, auquel serait annuellement affecté une somme de 1,300,000 fr., représentant 9 p. c. de la valeur probable des exportations. La section centrale, par l'organe de son rapporteur, n'a pas pensé qu'il fut possible, avec 1,300,000 francs, de remédier aux pertes qui seraient la conséquence du rejet du traité pour le travail national; d'ailleurs elle admet l'utilité d'efforts extraordinaires à tenter, de sacrifices à faire, pour chercher, pendant les six années à courir de la convention nouvelle, d'autres débouchés que le marché français.

La chambre des représentants belge a procédé vendredi au second vote du projet de loi sur les sucres qui a donné une majorité de 49 voix contre 20. Ce vote, dit un Journal d'Anvers, qui n'est point dû à un parti quelconque, mais à l'intelligence des vrais intérêts du commerce et de l'industrie, qui s'est fait jour à la chambre, fait à celle-ci le plus grand honneur.

Voici le texte du projet de loi sur les sucres, tel qu'il a été adopté par la chambre des représentants:

Art. 1^{er}. Les articles 34, § 1^{er} et 43, litt. B de la loi sur les sucres, du 4 avril 1845 (Bull. off. n° XXII), sont modifiés conformément aux dispositions suivantes:

1^o Art. 34. § 1. Le droit d'accise sur le sucre brut de betterave est fixé à trente francs par 100 klog., à partir du 1^{er} juillet 1846.

2^o Art. 45. Litt. B.

Les prises en charge aux comptes ouverts pour sucre brut de canne ou de betterave, résultant de documents délivrés à partir du 1^{er} juillet 1846, pourront, en ce qui concerne les raffineurs, être apurées par exportation jusqu'à extinction de redevabilité.

Art. 2. Les articles 47, 52 et 67 de la loi du 4 avril 1843, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes.

Art. 3. § 1^{er}. Sont admis à l'exportation:

a. Les sucres raffinés en pain, méliés ou blancs, bien épurés et durs, sans teinte rougeâtre, ou jaunâtre et dont toutes les parties sont adhérentes et non friables; et le sucre candi à larges cristaux clairs et secs.

Les sucres raffinés en pains, méliés et lumps, destinés à l'exportation, pourront être pilés ou concassés dans les entrepôts publics désignés à cet effet. La quantité et la qualité des sucres à piler ou à concasser seront vérifiées avant leur admission dans les entrepôts. Ceux qui ne réuniraient pas les qualités exigées ci-dessus ne seront pas emmagasinés.

b. Tous autres sucres raffinés, tels que sucre raffiné en poudre, dit casama-de, sucre candi, dit manqué, à petits cristaux humides, revêtus de broutés, et sucre en pains de teinte rougeâtre ou jaunâtre.

c. Les sirops provenant du raffinage du sucre brut, à l'exclusion des mélasses.

§ 7. Les morceaux dits croûtes, provenant de la fabrication du sucre candi, seront cependant admis dans la catégorie A, pourvu que la quantité ne dépasse pas le tiers de la partie intégrale déclarée à l'exportation, et sous la condition que les croûtes renfermées dans une même caisse soient reconnues provenir d'une même fabrication, et soient d'une même teinte et qualité que le sucre d'origine qui contient le restant de la caisse.

§ 8. La décharge de l'accise à l'exportation, en apurement des prises en charge résultant de documents délivrés à partir du 1^{er} juillet 1846, est fixée:

1^o A soixante-six francs par 100 kilogrammes de sucre de la catégorie A, provenant de sucre brut de canne ou de betterave;

2^o Au montant de l'accise, pour les sucres de la catégorie B, provenant de sucre brut de canne ou de betterave;

3^o A 15 fr. par 100 k. de sucre de la catégorie C, provenant de canne; A 13 fr. — de betterave; sucre brut; de betterave.

Art. 4. Le gouvernement modifiera, conformément aux dispositions ci-dessus, le taux de la décharge pour les sucres de la catégorie A, de manière que le produit de l'accise soit au moins de trois millions de francs par an.

A cet effet, à l'expiration de chaque semestre, à partir du 1^{er} juillet 1847, la décharge sera réglée par arrêté royal, d'après la recette effectuée pendant les douze mois précédents.

La décharge fixée par l'art. 3 § 3, ou par le dernier arrêté, sera maintenue, si la recette excède le minimum de 3 millions; si elle est inférieure de plus de 100,000 francs à ce minimum, elle sera réduite de un franc par chaque somme de 100,000 francs composant le déficit, sans que le rendement résultant de la décharge réduite puisse être porté à un taux supérieur au rendement moyen qui existera dans l'un des pays limitrophes.

Art. 5. — Si les prises en charge inscrites du 1^{er} juillet d'une année au 1^{er} juillet de l'année suivante, pour la fabrication du sucre de betterave dépassent 3,800,000 kilogrammes, le droit d'accise sera augmenté de 2 francs par chaque quantité de 100,000 kilogrammes composant l'excédent, sans que l'accise puisse en aucun cas, s'élever à plus de 40 francs.

Le montant total des prises en charge, chaque année à l'expiration du premier semestre, constaté par un arrêté royal qui fixera le taux de l'accise et qui sortira ses effets à l'égard des prises en charge inscrites après sa publication.

Art. 6. La décharge réduite en vertu de l'art. 4 sera rapportée à 66 fr. si la moyenne des recettes constatées pendant deux années consécutives s'élève à plus de 3,500,000 fr.

Le droit d'accise augmenté en vertu de l'art. 5 sera réduit à 30 francs si la moyenne des prises en charge inscrites pendant deux années consécutives est inférieure à 3,200,000 kilogrammes.

Art. 7. Le taux de la décharge, réglé conformément à l'art. 4, sera appliqué aux prises en charge ouvertes aux comptes au moment de la publication de l'arrêté royal.

Toutefois, le montant de l'accise à décharger aux comptes du chef de permis d'exportation ou de dépôt en entrepôt, levés avant la date de l'arrêté, sera calculé d'après le taux de la décharge précédente, si l'exportation a été consommée ou le dépôt effectué avant ladite publication.

Art. 8. Le gouvernement pourra, selon que l'exigeront les changements des procédés de fabrication, modifier les dispositions de la loi du 4 avril 1843, pour assurer la perception intégrale de l'accise sur le sucre de betterave.

De même, il pourra prescrire un mode spécial de vérification concernant la qualité des sucres et des sirops présentés à l'exportation avec décharge de l'accise.

Toute contravention à ces mesures sera punie d'une amende de 50 à 800 fr. Les arrêtés royaux pris en vertu du présent article seront soumis à l'approbation des chambres dans l'année qui suivra leur mise à exécution.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Art. 9. — L'apurement des prises en charge aux comptes ouverts pour sucre de canne ou de betterave, résultant de documents délivrés antérieurement au 1^{er} juillet 1846, aura lieu conformément à la loi du 4 avril 1845.

Les nouvelles des Etats romains ne sont pas aussi alarmantes qu'on l'avait craint. L'ordre n'a été troublé nulle part; le changement de la garnison d'Ancone, à laquelle le gouvernement avait des raisons suffisantes de ne pas se fier, et l'envoi des deux prélats les plus versés dans les affaires politiques comme arbitres dans les Marches, ont été les seules mesures de précaution prises pendant la vacance du Saint-Siège. Du reste, tous les prisonniers politiques arrêtés naguère à Ancone sont mis en liberté; à l'exception de Laurent Bentzi de Montecarato, mais, en même temps, Ancone est bien pourvue de provisions de bouche et de guerre, pour résister à toute attaque du côté de terre, tandis que la frégate Bellone, de 50, et les deux bricks Fenice et Oreste, de la marine autrichienne, croisent continuellement devant le port. A Rome, tout est tranquille, mais il n'est pas hors de saison de faire observer que la prochaine tentative des mécontents sera probablement dirigée sur Rome même, par la double raison que le coup, en cas de réussite, serait plus décisif, et que les troupes autrichiennes (qui du reste rentreraient dans les états du Saint-Siège, même sans être appelées) seraient plus éloignées, tandis que la Romagne se trouve si énergiquement surveillée et servée de si près, qu'une révolte n'y a plus aucune chance.

On sait aujourd'hui que c'est au 4^e tour de scrutin seulement et à la majorité de 36 voix sur 51 ayant droit de voter que le nouveau pape a été élu. Les péripéties n'ont pas manqué à ce drame, qui s'est concentré dans un espace de 60 heures. Trois factions se trouvaient en présence: les partisans de l'ancien ministre-cardinal Lambruschini, ou la faction génoise; les nationaux, ou ennemis de l'ancien ministre, ayant à leur tête le cardinal Bernetti; enfin, une espèce de tiers-parti mal défini, suivant la direction du cardinal Altieri.

Les candidats portés par la rumeur publique étaient Soglia, Mastai, Falconieri, et le plus généralement Gizzi. Les candidats du public dit jésuite, car à Rome l'appellation jésuite sert aussi de bannière, étaient les cardinaux Patrizzi et Fransoni; l'un Romain; l'autre Génois. Les candidats qui se portaient d'eux-mêmes, le cardinal Lambruschini. Enfin les candidats sérieux, ou ceux portés par le sacré collège: Falconieri, Mastai et Soglia. Gizzi eût fait le quatrième, si on n'avait considéré le triste état de sa santé, qui le retient sur une chaise longue un tiers de l'année. Les cardinaux et la population romaine se réunissent.

Les opérations du conclave sont environnées d'un mystère qui les dérobe pendant toute leur durée à la connaissance du public, qui n'a d'autres révélations de ce qui s'y passe que par un petit nuage de fumée produit par le traitement des bulletins des scrutins-nuls. Il appelle cela la fumata, et vient fidèlement y assister matin et soir. Cependant, quelque épais que soient les murs élevés et les abat-jour, sévère, la surveillance du maréchal du palais, rigoureux, le serment imposé aux serviteurs des cardinaux, il n'y a pas de jour qu'une partie du secret du dedans ne transpire au dehors. Par exemple, le premier scrutin du lundi 15 se termina à une heure; vers trois heures, Rome savait que le cardinal Lambruschini avait en le chiffre le plus élevé de voix, sans connaître ce chiffre. Ainsi du reste; beaucoup de demi-révélation se basant, on le conçoit, sur des inductions plutôt que sur des incertitudes; parfois il en résulte des quiproquos bizarres. Si le cardinal Gizzi n'était point au nombre des candidats du sacré collège, il était, comme on vient de le voir, des candidats de l'opinion publique, que sa nomination eût grandement satisfaite.

Lorsque la majorité fut assurée au pape actuel, le maître des cérémonies du conclave vint demander au tour un vêtement complet de souverain pontife, dont les mules ou soulers, assés du plus petit modèle possible. Cette demande de vêtements indiquait que le pape était nommé. Les petits soulers pouvaient aider à deviner quel il était; et voilà que les prélats, gardes-nobles, gens en livrée et autres, retenus oisifs à la garde extérieure du tour, se prennent à dire entre eux: « Petits soulers et petits pieds, c'est tout un; Gizzi est petit, donc il a un petit pied; donc Gizzi est le pape! » Et les voilà qui, convaincus de la bonté de leur raisonnement, sortent, qui de droite, qui de gauche, le communiquent au peuple assemblé sur la place.

En moins d'une heure, cinquante mille personnes le coururent en s'en réjouissant; des courriers volontaires partirent pour la ville natale de Gizzi; sa famille, présente à Rome, reçut des compliments de félicitations; et y eut pendant une heure une sorte de remerciement. Dieu général pour cette bonne élection. Le lendemain matin la vérité se fit jour. Le cardinal Gizzi est trop respectable pour qu'il souffre volontiers la pensée de personnes de mêler son nom à une mystification, et suivant l'expression d'un de ses vénérables confrères: « Dieu, qui ne voulait pas lui donner la papauté, a voulu du moins montrer, en permettant cette ovation, qu'il en était digne. »

La proclamation du nouveau pape par le cardinal camerlingues se fit le mercredi, à 9 heures du matin. La place, ouverte de monde, répondit par des acclamations, auxquelles nul ne répondant un peu la fausse nouvelle de la veille. Mais quand le nouveau élu parut lui-même sur la loggia, sa taille majestueuse, sa belle tête à cheveux demi-blancs, son œil baigné de larmes, sa grâce toute princière avec laquelle il donna la première bénédiction, soulevèrent cette fois un enthousiasme général. Le soir, vers cinq heures, il se rendit en grand cortège à Saint-Pierre, salué unanimement sur son passage par de vives acclamations.

VARIETES.

UNE GUERRE EN SONORA.

SOUVENIRS DES CÔTES DE L'OCEAN PACIFIQUE.

(Suite. — Voir notre n° d'hier.)

Cependant, la nouvelle de l'attaque prochaine que méditaient les Hiaguic s'était répandue dans Guaymas, la consternation s'était accrue par les récits de plusieurs personnes qui, leur ayant heureusement échappé, vinrent annoncer que les bataillons indiens couvraient les bois et les plaines, et que, si par malheur le Rancho, qui était comme une citadelle avancée, venait à être emporté, c'en était fait de Guaymas. Malgré l'heure de la

nit, personne n'était couché. Comme les ténèbres grossissent, la peur, chaque fois que quelque rumeur inséparable de la confusion s'élevait dans une des rues les plus éloignées, on imaginait entendre les hurlements des Indiens et les voir déboucher au cœur de la place, ainsi que des démons déchainés. Les femmes et les enfants se disposaient à aller chercher un refuge à bord des navires étrangers ou caboteurs, et au milieu des îles qui forment l'enceinte du port; les hommes préparaient leurs armes pour la défense.

À deux heures, chacun fut exact au rendez-vous. Au milieu d'un ciel brillant d'étoiles, la lune allait se coucher derrière cette couronne de créneaux qui domine Guaymas; ses rayons tombaient obliquement sur le port, dont ils éclairaient les eaux limpides, et qui eussent paru stagnantes sans la frange d'écume que le flux poussait sur la grève au pied des rochers et parmi les tiges des mangliers. La masse noire des navires à l'ancre se dessinait sous l'île du Yemado, qui ressemblait dans l'ombre à un gigantesque navire échoué. Des pirogues, des canots chargés de femmes et d'enfants, se croisaient sur la rade, en laissant après eux un long sillage phosphorescent, une traînée scintillante comme la flamme du punch. Des feux brillaient dans les îles, sur la cime des palmiers aux feuilles aiguës, et des goyaviers en fleurs; des nuages de fumée glissaient, chassés par la brise. Des essaims de mouettes volaient éperdues avec des cris perçants, tandis que les grands pélicans pêcheurs, posés sur une petite île comme des hiéroglyphes, regardaient impassiblement tout ce tumulte inusité. En arrivant sur la place, je vis une masse compacte de cavaliers dont les chevaux piaffaient et poussaient des hennissements. De temps en temps, la lueur des cigarettes éclairait des figures bronzées qui s'évanouissaient aussitôt dans l'ombre. Tout le monde était prêt à partir; on attendait seulement que ceux qui avaient été mettre leur famille en sûreté dans les îles fussent de retour.

Le mouvement tumultueux du port cessa peu à peu, et de nouveaux renforts vinrent successivement se joindre aux cavaliers réunis sur la place. Bientôt la rade ne présentait plus sur sa surface que des canots, ni pirogues; ses eaux redevenaient tranquilles; les familles étaient en sûreté soit au milieu des îles, soit à bord des divers bâtiments. Ochoa, avant de donner le signal du départ, parcourut le front de son escadron pour s'assurer si tous ses hommes étaient présents. Tout à coup il s'écria: — Mais je ne vois point Casillas! — On lui apprit qu'il s'était orné du cabaret, Casillas avait sellé son cheval et s'était éloigné sans dire où il allait. Je vis le capitaine froncer le sourcil d'un air mécontent. Enfin il allait donner le signal attendu, lorsqu'il fut rejoint par le jeune homme qu'il avait dépêché au général Toba. Ochoa s'avança au devant de lui des qu'il l'eut reconnu, et, lui serrant affectueusement la main:

— Ah bien! Zampa Tortas, lui dit-il, vous arrivez à temps pour nous joindre à nous. Quelles nouvelles m'apportez-vous du général?

— Le général était absent: il parcourt le pays pour gagner des soutiens à notre cause; mais je lui ai fait parvenir votre message par un exprès pour venir vous retrouver, et me voici. — Ochoa le remercia, dit Ochoa, nous allons partir.

— Où allez-vous? dit Ochoa, nous allons partir.

— Où allez-vous? dit Ochoa, nous allons partir.

— Où allez-vous? dit Ochoa, nous allons partir.

— Où allez-vous? dit Ochoa, nous allons partir.

— Où allez-vous? dit Ochoa, nous allons partir.

— Où allez-vous? dit Ochoa, nous allons partir.

— Où allez-vous? dit Ochoa, nous allons partir.

nos chevaux poursuivaient leur course avec un cliquetis de mors impatientement secoués, d'éperons retentissants, de fourreaux de fer heurtés les uns contre les autres. On aurait dit, au milieu de l'obscurité, un combat de fantômes.

En quelques minutes, nous eûmes franchi ce pas périlleux, qui aurait pu nous devenir funeste, s'il eût été occupé par la multitude des Indiens et non par un corps isolé. Une halte eut lieu dans la plaine. Quelques chevaux et quelques cavaliers étaient blessés, mais personne ne manquait. Bientôt les premières maisons du Rancho se dessinèrent à travers la nuit. Un hurra retentissant, poussé par tout l'escadron, fut répété par la garnison, pendant qu'on abaissait les barrières pour nous donner passage.

Le Rancho est composé d'une place et de deux rues qui le coupent à angle droit, de façon qu'il a quatre entrées seulement. Ces entrées étaient barricadées solidement avec des troncs de palmiers qui résistent presque autant au feu qu'à la hache; une petite pièce de campagne ajoutait à la défense de chaque porte. Deux cents hommes environ étaient déjà réunis dans l'enceinte du village, les uns campés au milieu de la place, les autres retranchés dans les maisons, et, avec ceux qu'amenait Ochoa, la garnison blanche se montait à trois cents hommes environ.

Du premier coup d'œil qu'il jeta à son entrée dans le Rancho, Ochoa vit que U'Sacame avait tenu parole. Ses deux cents guerriers, isolés au milieu de la place et groupés autour des feux qu'ils avaient allumés, semblaient se reposer d'une longue route. Ce renfort portait à cinq cents le nombre des défenseurs du Rancho. Deux Indiens, debout au milieu de leurs compagnons couchés, tenaient la bride d'un beau cheval de bataille à moitié couvert d'une housse de drap rouge, la queue ornée de rubans, et la crinière de pompons de même couleur. Pendant qu'Ochoa l'examinait en connaissance, il se sentit légèrement touché à l'épaule; il se retourna, U'Sacame était devant lui. Le chef blanc et le chef indien s'examinèrent un instant avec curiosité, car ils étaient inconnus l'un à l'autre. Par une singularité qui surprit Ochoa, U'Sacame portait le costume d'un cavalier mexicain.

— U'Sacame n'a qu'une parole, dit l'Indien en montrant du geste ses guerriers couchés autour des feux; les blancs n'en auront-ils pas deux?

— Non, dit Ochoa, les blancs n'oublient pas les services rendus; ils sont braves, l'ingratitude est le vice des lâches.

— C'est bon, dit l'Indien, à qui une plus longue réponse eût inspiré de la défiance; le moment n'est pas loin où les blancs montreront s'ils savent récompenser leurs amis, le moment approche où ils vont montrer s'ils sont braves.

L'Indien indiqua du doigt à Ochoa deux points dans le ciel l'un après l'autre, et ajouta:

— Quand la lune descendra derrière cette colline, quand le chariot (la grande ourse) s'inclinera derrière ces palmiers, les flèches siffleront, mais pas avant; les Indiens n'aiment pas la clarté de la lune. Le chef des yoris et ses soldats feront bien de reprendre des forces en dormant; U'Sacame veillera pour eux.

Non, les femmes et les enfants dorment dans les îles de l'enceinte, dit Ochoa.

L'Indien n'insista pas, car il approuvait cet amour-propre d'un soldat, et son cœur était pur d'arrière-pensée. Sans échanger d'autres paroles, les deux chefs se dirigèrent instinctivement vers la barrière qui fermait l'issue du côté où il était certain, que commencerait l'attaque. A une certaine distance, un pli de terrain cachait la route, qui descendait dans une vallée; c'était là que les Hiaquis étaient campés. La campagne était morne et silencieuse, le ciel clair, la lune brillante. Ses rayons argententaient les spirales de la fumée des bivouacs indiens, dont le grand nombre indiquait qu'ils étaient au moins deux mille. Le silence avait quelque chose de terrible qui, joint à la fraîcheur de la nuit, aurait fait frissonner le plus brave.

— L'œil ouvert prévient la trahison, dit U'Sacame après un long silence, comme préoccupé encore des derniers mots d'Ochoa, dont il avait deviné le sens caché. U'Sacame répond de ses hommes, le chef yori peut-il en dire autant?

— Je réponds des miens, dit fièrement Ochoa, mais je tuerais un traître, s'il en existait parmi eux.

— Bon, dit froidement l'Indien, et tous deux se turent de nouveau.

Cependant la lune était tout près de l'horizon, le chariot allait atteindre la cime des palmiers, quand toutes les dispositions furent prises, les toits des maisons garnis de blancs et d'Indiens, les artilleurs à leurs pièces, chacun à son poste. Bientôt un murmure confus commença de monter lentement de la vallée, puis grossit comme le bruit de la mer dans le lointain. De moment en moment, le fracas se rapprochait, semblable à une tempête, jusqu'à un moment où des hurlements annoncèrent que cet orage grondait dans des poitrines humaines. Confiants dans leur force numérique, les Hiaquis négligeaient les précautions d'usage, et dédaignaient de dissimuler leur approche. Alors, derrière l'ondulation de la plaine assombrie par l'absence de la lune, des têtes surgirent en quantité, une masse noire se forma, puis un sifflement de flèches se fit entendre. La masse noire approchait toujours, une détonation suivit un éclair éblouissant, et la mitraille vint y faire une large trouée aussitôt comblée. Le combat était engagé.

Les Indiens qui formaient le premier rang, poussés par la multitude qui grossissait derrière eux, vinrent heurter les barricades et s'efforcèrent de les escalader. La lutte alors eut lieu corps à corps avec d'affreux hurlements; le sabre, le couteau brillaient aux teneurs des armes à feu, le sang coulait de part et d'autre. Malheureusement les Mexicains qui servaient la pièce de campagne dont la queue dépassait, comme par un sabbat, les troncs de palmiers des barricades, gênés par ceux des leurs qui combattaient les assaillants, ne pouvaient faire feu qu'à longs intervalles. Quant à pointer, il n'en était pas besoin, car les Hiaquis arrivaient à bout portant. Une nuée de flèches entremêlées d'une grêle de balles partaient des terrasses des maisons contiguës aux barricades, et portaient le désordre dans les rangs ennemis; mais de nouveaux assaillants remplaçaient ceux qui tombaient ou fuyaient.

Parmi les plus acharnés, dont le flot venait se briser contre les retranchements, une forme noire et gigantesque se faisait remarquer dans les ténèbres. Une lourde hache, qui brillait aux lueurs de l'artillerie, s'abaissait à chaque instant avec un

sifflement aigu. Un gémissement suivait chaque coup, un Mexicain tombait, ou, à défaut, les barricades criaient sous sa redoutable atteinte.

— Personne n'abattrait-il donc ce démon de l'enfer? s'écria Ochoa. Guttierrez, un coup de pistolet à ce chien, ou bien faites-moi place.

On entendit la pierre qui frappait le bassin, mais des étincelles seules jaillirent; un éclat de rire et un hurlement répondirent à cette vaine tentative. La hache s'abaissa de nouveau, et, si Guttierrez esquiva le coup, à côté de lui, le vieux sergent à la longue rapière tomba la tête fendue pour ne plus se relever. Cette fois, plusieurs coups de feu partirent ensemble sans atteindre le but qu'ils cherchaient; des Hiaquis tombèrent, il est vrai, mais la hache brillait toujours, et de minute en minute un Mexicain disparaissait des rangs.

— Camoté se rit des balles des blancs, et il les tue comme des chiens! hurla le géant indien.

Le nom de Camoté circula de bouche en bouche parmi ses ennemis. C'était le nom bien connu d'un Hiaqui, redoutable par sa force extraordinaire, qui venait à Guaymas se louer comme charpentier; il avait appris, parmi les blancs, à manier cette hache dont il faisait contre eux un si terrible usage. Après cette bravade, l'Indien céda sa place à des combattants moins fatigués. Cependant ces assauts repoussés et toujours renouvelés de la part des Indiens, le besoin de se multiplier et d'être partout à la fois de la part des blancs, commencèrent à les séparer en partis. Une espèce de trêve s'ensuivit, si l'on peut appeler ainsi un combat qui n'avait plus lieu que de loin.

A cette heure, le jour commençait à poindre, les armes à feu jetaient une lueur moins vive, et l'on pouvait distinguer les flèches dans l'air; bientôt un rayon de soleil vint éclairer les résultats du combat de la nuit. Du côté des Hiaquis, des mares de sang, desséchées par la poussière, décelaient seules les ravages de l'artillerie; pas un cadavre n'était étendu par terre, devant la coutume des Indiens, c'est un point d'honneur de ne pas laisser leurs morts sur le terrain. Du côté des blancs, les pertes ne laissaient pas d'être nombreuses, et surtout visibles, accumulés qu'ils étaient par la multitude, à peine avaient-ils eu le temps de ramasser leurs blessés, seulement les morts avaient été mis à l'écart et déposés sur le seuil des maisons.

Les flèches et les balles traversaient incessamment l'espace laissé vide par les assillants entre eux et les barricades. C'était déjà un premier succès pour les blancs. Au premier rang des ennemis, à demi-portée de fusil environ, insolemment assis par terre comme un bûcheron qui se repose, Camoté tenait son arme sur ses genoux.

— Les balles des blancs, dit-il en faisant allusion à la maladresse des Mexicains dans le maniement des armes à feu, ne sont fatales qu'à leurs amis; c'est un ami que va frapper le coup de la hache, à un ennemi. La hache de Camoté est plus sûre; elle ne fait pas long feu, quoiqu'elle soit teinte du sang des blancs.

(La suite à demain.)

Cours des Fonds Publics.

	Int	26 juin	OUVERT.	FERMÉ.
Dette active	21	60 1/2	60 1/2	60 1/2
Dito dito	3	72 1/2	72 1/2	72 1/2
Dito en liquidation	3	72 1/2	72 1/2	72 1/2
Dito dito	4	94 1/2	94 1/2	94 1/2
Dito des Indes	4	94 1/2	94 1/2	94 1/2
Pays-Bas				
Syndicat	4	172 1/2	172 1/2	172 1/2
Dito	3	172 1/2	172 1/2	172 1/2
Société de Commerce	4	172 1/2	172 1/2	172 1/2
Act. du lac de Harlem	5	111 1/2	111 1/2	111 1/2
Chem. de fer du Rhin	4	106 1/2	106 1/2	106 1/2
Act. du Chemin de fer Holland.	5	105 1/2	105 1/2	105 1/2
Oblig. Hope & C. 1798 & 1816	5	105 1/2	105 1/2	105 1/2
Dito dito 1828 & 1829	5	105 1/2	105 1/2	105 1/2
Inscript. au Grand Livre	6	69 1/2	69 1/2	69 1/2
Certificats au dit	6	90 1/2	90 1/2	90 1/2
Dito inscriptions 1831 & 1833	5	88 1/2	88 1/2	88 1/2
Emprunt de 1840	4	83 1/2	83 1/2	83 1/2
Id. chez Stieglitz et Comp.	5	50 1/2	50 1/2	50 1/2
Passive				
Dette différée à Paris				
Defferred	1	19 1/2	19 1/2	19 1/2
Espagne				
Ardoins	3	18	18	18
Dito	3	18	18	18
Coupons Ardoins	5	60 1/2	60 1/2	60 1/2
Obligations Goll. & Comp.	5	60 1/2	60 1/2	60 1/2
Dito métalliques	5	60 1/2	60 1/2	60 1/2
Dito dito	2	60 1/2	60 1/2	60 1/2
Autriche				
Inscriptions au Grand-Livre	3	83 1/2	83 1/2	83 1/2
France				
Actions 1836	2	83 1/2	83 1/2	83 1/2
Pologne				
Emprunt à Londres 1829	3	50 1/2	50 1/2	50 1/2
Id. id. 1843	3	50 1/2	50 1/2	50 1/2
Brésil				
Obligations à Londres	3	50 1/2	50 1/2	50 1/2
Portugal				

Bourse de Paris du 27 Juin.

	cotés	à la hausse	à la baisse
France	82 35		
Espagne	31 1/2		
Naples	103		
Pays-Bas	100		
Belgique	100		
Etats-Unis	100		

Bourse d'Amsterdam du 27 Juin.

Métalliques, 5 % — Naples, 5 % — Dette ancienne, — Passive 5 % — Lots de Rome — Cours après Bourse (24 heures). Ardoins 19 P.

Bourse de Londres du 26 Juin.

3 % Cons. 95. — 2 1/2 % Holl. 60 1/2. — 4 % id. 92 1/2. — Esp. 5 % 24. — 3 % 37. — Portug. 4 % 48 1/2. — Russes, 100 1/2.

Bourse de Vienne du 22 Juin.

Métalliques, 5 % 111 1/2. — Lots de fl. 500, 154 1/2. — Lots de 100, 153 1/2.